Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 20 MARS 1841.

Rapport de la Commission chargée de l'examen du Projet de loi apportant des modifications à la législation sur les sucres.

MESSIEURS ,

Le projet de loi qui vous est proposé est destiné à apporter quelques nouvelles ressources au trésor, en faisant cesser une fraude que favorisait l'art. 29 de la loi du 27 juillet 1822, concernant la décharge de l'accise sur les sucres. Cette décharge pouvait s'obtenir uniquement par la constatation de la sortie du sucre *transcrit*, hors de la raffinerie et de son entrée dans le magasin destiné à l'exportation. L'opération était ainsi complétée au vœu de la loi. Mais après le départ des employés, le sucre pouvait être réintégré frauduleusement dans la raffinerie pour servir à de nouveaux apurements de comptes. L'article 1^{er} du projet abroge donc l'art. 29 susmentionné et remplace ses dispositions par d'autres qui prescrivent le *maintien du dépôt des sucres en entrepôt public* pour obtenir la décharge. Pour de plus amples détails sur la matière, je prends la liberté, Messieurs, de vous renvoyer au discours de M. le Ministre des Finances à l'appui du Budget des voies et moyens, page 21.

L'art. 2 accorde une facilité au commerce d'exportation en étendant la faculté de décharge aux sucres raffinés en pain ou en lumps pilés ou concassés dans les entrepôts, lorsqu'ils sont exportés *par terre* ou *par rivière*, tandis que précédemment cette exportation ne pouvait avoir lieu que *par mer*, mais il a fallu entourer cette faculté de plusieurs précautions.

Ces précautions sont prises par les formalités prescrites aux articles 3, 4, 5, 6 et 7, et on y a joint quelques pénalités propres à empêcher les réimportations frauduleuses.

Au moyen des conditions prescrites, le Gouvernement a cru pouvoir autoriser également l'exportation *par mer*, des sucres pilés et concassés dans les entrepôts *intérieurs*, tandis que jusqu'à présent cette opération ne pouvait se faire que dans le dernier port de l'exportation. L'article 8 est conçu dans ce sens et a encore pour but de favoriser le commerce extérieur.

Vous voyez, Messieurs, que le projet de loi ne préjuge en rien la grande question de l'accise sur les sucres. Il est plus que temps qu'elle soit enfin abordée. On ne peut se dissimuler qu'elle ne prenne, tous les jours, plus de gravité par l'importance progressive de la fabrication du sucre de betteraves.

(2)

L'augmentation du rendement semblerait devoir apporter plus de produits au Budget, mais en accordant, de cette manière, une protection plus forte au sucre indigène, l'accroissement de fabrication en serait favorisé et sa plus grande communication diminuerait ainsi celle du sucre exotique qui seul paye l'accise. D'un autre côté, vous savez que le commerce maritime s'oppose à un changement de législation, parce que dans l'état actuel des choses, il prétend que la prime perçue par la raffinerie de sucre est indispensable à l'activité de nos ports. Il y a donc plusieurs grands intérêts en présence. Il serait néanmoins fâcheux qu'il ne pût être trouvé des mesures propres à faire produire des revenus considérables au trésor, au moyen d'un article de luxe aussi éminemment imposable que le sucre. Cet objet fait du reste l'objet des méditations du Gouvernement.

Il a déjà consulté les Chambres de Commerce et les Commissions d'agriculture, nombre de mémoires sur cette question ont été publiés, il faut espérer qu'elle ne restera plus longtemps sans solution. Les finances de l'État, l'industrie, l'agriculture et le commerce y sont trop intéressés, pour ne pas hâter une décision qui concilie autant que possible leurs justes exigences.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi.

Bruxelles, le 20 mars 1844.

Le Comte DE QUARRÉ.
J. P. CASSIERS.
D'AHÉRÉE.
BIOLLEY, Rapporteur.